

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

6e sommet UE-UA: les enjeux évoqués au Palais

C'ÉTAIT au cours de l'audience que le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a accordée hier, à la présidence de la République, à l'ambassadeur de France au Gabon, Alexis Lamek.



Photo: DR

Phase de l'échange entre le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et l'ambassadeur de France au Gabon, Alexis Lamek.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu hier, au palais de la présidence de la République, avec l'ambassadeur, haut Représentant de la France au Gabon, Alexis Lamek. Lequel était porteur d'un message du président français, Emmanuel Macron, à son homologue gabonais.

Les deux personnalités ont évoqué la tenue, du 17 au 18 février prochain, du 6e sommet Union européenne (UE)-Union africaine (UA) à Bruxelles. Ce d'autant plus que depuis le 1er janvier dernier, le chef de l'État français

assure la présidence du Conseil de l'UE.

La rencontre à venir dans la capitale belge revêt une importance particulière. D'autant que les chefs d'État et de gouvernement de l'UE et l'UA devraient, en présentiel, asseoir les bases d'un partenariat renouvelé fondé sur la confiance et la compréhension mutuelles. En tenant compte des enjeux liés aux changements climatiques, aux défis sécuritaires, à la crise sanitaire, la transition énergétique, au développement durable, aux flux migratoires, la lutte contre la pauvreté, l'économie numérique, etc. C'est dire que ce 6e sommet devrait être l'occasion de définir les priorités, les orientations stratégiques et

politiques au bénéfice des deux continents.

Quoi qu'il en soit, avec son hôte, Ali Bongo Ondimba a également abordé les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale. Fructueuse, dense et multiforme, celle-ci repose sur le socle de l'amitié, la fraternité existant entre le peuple gabonais et français. La France est, en effet, un partenaire traditionnel du Gabon. Le chef de l'État et son interlocuteur se sont félicités de l'excellence des relations entre leurs deux pays.

A noter que le numéro un gabonais, à l'instar de ses pairs du continent africain et de l'UE, devrait prendre part à la rencontre de Bruxelles.

Présidentielle 2023 : l'UF Udere invite Ali Bongo à se présenter

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE microcosme politique a déjà le regard rivé sur les élections générales à venir et, particulièrement, la présidentielle. En témoigne la déclaration faite le week-end écoulé par l'Union des femmes de l'Union démocratique et républicaine (UF Udere) à son siège, sis à Essassa. Occasion pour Épiphanie Josée Piazza Guiboumou Sima, porte-parole, d'inviter le "candidat naturel" du Parti démocratique gabonais (PDG) – à en croire les clauses de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) – à briguer à nouveau la magistrature suprême. "(...) En réitérant son soutien et sa loyauté au président de la République, l'union des femmes de l'Udere (...) sollicite très respectueusement le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à se porter candidat à l'élection présidentielle de 2023 pour poursuivre l'œuvre entamée", a-t-elle déclaré.

Un appel à candidature qui ne

laisse pas indifférents certains observateurs car, suscitant moult interprétations. Les uns y voyant une "sortie extrêmement calculée", les autres estimant en revanche que cet appel à candidature est prématuré vu que le scrutin présidentiel aura lieu dans un an et demi. Nul doute que d'autres partis et autres regroupements politiques vont emboîter le pas aux femmes de l'Udere à l'approche de la date fatidique. Par ailleurs, Épiphanie Josée Piazza Guiboumou Sima et ses congénères militent pour la synergie au sein de la galaxie présidentielle. "L'Udere invite toutes les femmes de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence ainsi que toutes les autres femmes éprises de justice sociale à se regrouper dans le cadre d'une plateforme dénommée (Groupement des femmes de la Majorité)", a-t-elle affirmé. Voilà un énième regroupement qui viendra grossir les rangs du landerneau politique. Reste à savoir si, comme bien d'autres avant lui, il ne sera pas un simple feu de paille.



Photo: DR

La porte-parole de l'UF Udere lors de sa déclaration.

Tribune des partis politiques

Les petites contre-vérités du "bâtitteur"!

Présenté comme un acteur politique réfractaire à la contradiction, Séraphin Ndaot Rembogo, président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), a tenté de préciser le positionnement de son écurie – au passage des plus ambigus –, lors de la récente tenue du 3e congrès ordinaire de son parti. Non sans pointer d'un doigt accusateur ses détracteurs dont il a qualifié les critiques sur son réel bord politique de perfides (sic). L'actuel président du Conseil national de la démocratie (CND) se gargarise d'appartenir à "l'opposition modérée qui ne condamne pas systématiquement tous les actes

que pose le pouvoir en place". D'où a-t-il insisté, la présence de son parti au "gouvernement d'ouverture, ou siègent quelques personnalités issues de l'opposition". Bien malin qui pourra citer ces personnalités issues de l'opposition : la militante du PDS, Carmen Ndaot, ou qui encore ? Michel Menga ?

De deux choses l'une, soit le leader du PDS méconnaît véritablement la composition du gouvernement et le parcours politique de ses membres, soit sa lecture est différente d'une grande partie de l'opinion publique et particulièrement de celle des observateurs et autres

analystes du landerneau politique.

Une autre contre-vérité porte sur le "nouveau" positionnement de son parti. Avant le dernier congrès ordinaire, le PDS revendiquait son appartenance à l'opposition "démocratique et républicaine". Quelques jours après, par un coup de baguette magique, la même chapelle politique appartient désormais à "l'opposition modérée", selon ses propres termes. Un simple jeu de mots qui ne change pourtant rien au positionnement bien connu de sa formation politique.

Yannick Franz IGOHO